

Social La CFE-CGC a fait le tour de l'actualité aveyronnaise

À sa demande, l'Union départementale CFE-CGC a été reçue par la préfète, Catherine de La Robertie pour évoquer plusieurs dossiers aveyronnais.

La santé

Pour la CFE-CGC, force est de constater la mauvaise santé de structures de soins dans notre département par manque de moyens, de professionnels... *«Malgré la bonne volonté des personnels, cet état général ne peut qu'influer sur la prise en charge, le respect, la dignité des patients notamment nos aînés.»* La préfète s'est déclarée sensible à la situation des résidents dans les Ehpad. L'avenir de certaines spécialités passe par la télémédecine. Une réflexion financière est menée au niveau régional par l'ARS.

L'industrie

Pour la CFE-CGC, plusieurs entreprises agroalimentaires et métallurgiques connaissent des difficultés, des modifications dans leur structure qui ne manquent pas d'interroger au niveau de l'emploi. La société Bosch en est un exemple. *«Le front uni a permis de trouver une solution provisoire et fragile. Il faut trouver une nouvelle production pour 300 à 350 emplois afin de maintenir les effectifs actuels. Il faut que l'état demeure vigilant sur ce dossier.»* La CFE-CGC souhaite la tenue du comité stratégique de la filière automobile à Onet. La préfète a rappelé son investissement sur ce dossier qu'elle suit avec attention. Elle est favorable à l'organisation du comité stratégique en Aveyron.

Moyens de transports et de communication

Pour la CFE-CGC, l'Aveyron doit pouvoir s'appuyer sur des voies de communications modernes,

adaptées au monde de demain, sans oublier les autoroutes de l'informatique. Outre les zones blanches, le maintien des trains directs avec la capitale et le doublement de la RN 88 entre Rodez et Sévérac semblent indispensables. La préfète s'est voulue optimiste pour la disparition des zones blanches grâce au plan gouvernemental et de la synergie avec deux autres départements. Elle a, par ailleurs, précisé que *«le maintien du train de nuit direct sur Paris est acquis avec des investissements importants de la SNCF pour l'entretien de la ligne.»*

Les concessions hydrauliques

La CFE-CGC souhaite que ces concessions demeurent dans le giron des opérateurs historiques français car *«le risque de voir arriver des groupes privés ou étrangers sur certains ouvrages ne peut être écarté avec des conséquences sur les communes, le tourisme, l'agriculture, le choix et le maintien en activité de tous les barrages, la maintenance locale et de ce fait l'emploi, alors que les autres pays européens ont mis un veto sur cette mise en concurrence mortifère.»* La préfète a rappelé que *«c'est une demande européenne et que l'État doit faire preuve de neutralité.»*

-Fonction publique

La CFE-CGC a évoqué *«les fonctions publiques et le transfert des compétences vers les collectivités locales sans moyens humains et matériels»*, rappelant sa participation à la journée nationale d'action dans la fonction publique du 22 mai. La préfète a confirmé la réflexion menée sur la construction d'un nouvel hôtel de police à Rodez en liaison avec la municipalité.